

### Le dollar canadien

**M. Lang:** Nous prenons des mesures de ce genre parce que nous croyons qu'il vaut mieux encourager les Canadiens à faire certaines choses que d'imposer des contrôles restrictifs ou que d'avoir recours à des moyens répressifs comme le proposent les Tories de Clark. Ce n'est pas là notre politique. Le parti libéral a pour principe que notre société et nos entreprises économiques seront aussi libres et aussi accessibles que possible.

**M. Crosbie:** Tout comme la liberté d'information en Saskatchewan.

**Une voix:** Obtenez une injonction, Otto.

**M. Lang:** Les députés d'en face, monsieur l'Orateur, ont été heureux d'entendre le chef de l'opposition citer M. Earle McLaughlin, même si j'en suis persuadé ils n'ont guère prisé ses propos il y a quelques semaines ou quelques mois quand il a également fait remarquer que sa confiance dans la stabilité fondamentale de notre économie était inébranlable. Ils aimeraient peut-être entendre les dernières opinions dont je viens de prendre connaissance. M. Powis, le président de la Noranda Mines a déclaré:

Ce qu'il y avait de plus frappant à cette réunion . . .

Il faisait allusion à une réunion d'hommes d'affaires.

. . . c'est que l'optimisme était beaucoup plus évident que dans la plupart des prévisions.

Dans le *Financial Post* on peut lire:

Les Canadiens sont remarquablement riches dans un monde plus troublé que nous. Autrement dit, c'est peut-être le moment d'apprécier ce que nous avons.

**M. Laurent Thibault** de l'Association des manufacturiers canadiens a déclaré:

Adressez-vous à n'importe quelle compagnie que ce soit. On vous répondra qu'elle est en pleine expansion, que les marchés sont favorables, que les stocks sont peu abondants, que la rentabilité s'améliore, que la concurrence ne lui fait pas peur.

● (1620)

Le président de la Hudson Bay Company, Donald McGivern a déclaré:

L'économie se porte franchement bien.

On trouve dans la revue *Canadian Business* le passage suivant:

Chose certaine, notre économie est encore une des plus florissantes sur notre planète.

Monsieur l'Orateur, tels sont les faits. Face à cette situation, le chef de l'opposition ne sait pas s'il préfère un dollar plus fort, plus élevé ou plus faible. Son collègue, le député de York-Simcoe (M. Stevens) nous a dit quel niveau il jugeait approprié. De fait, les fluctuations du dollar réfléteront en partie les opérations monétaires du jour et les opérations commerciales au Canada en général.

Comme je l'ai signalé tantôt en fournissant une série de chiffres concernant le commerce et la balance des comptes, il est également vrai que les déclarations fantaisistes et les rumeurs que propagent les porte-parole de l'opposition peuvent également avoir leur répercussion. Elles ne peuvent avoir une répercussion durable, car elles seront dénoncées, mais elles en auront une très grave, c'est-à-dire qu'elles provoquent des baisses et des hausses subites de notre monnaie. Une monnaie stable est évidemment souhaitable, à quelque niveau approprié qu'elle se trouve.

[M. Crosbie.]

A quel niveau devrait se situer le dollar canadien? J'ai dit tantôt que de l'assentiment général, avant le 15 novembre 1976, soit l'arrivée au pouvoir du Parti Québécois, il était surévalué. On convient en général maintenant que sous tous les rapports, sauf en ce qui concerne l'existence d'un gouvernement séparatisme, il est sous-évalué.

**M. Alexander:** On m'a dit que le séparatisme était mort.

**M. Lang:** Ce qui nous importe le plus, c'est de confirmer ce que le député de Hamilton-Ouest (M. Alexander) vient de dire, soit que le séparatisme est mort . . .

**M. Alexander:** C'est le premier ministre (M. Trudeau) qui a dit cela.

**M. Lang:** . . . en ce sens que la situation est bien en main.

Les députés de l'autre côté et le chef de l'opposition sourient. Ils ne se rendent pas compte que si le Parti Québécois a été élu, ce n'est pas parce qu'il était déterminé à séparer le Québec du reste du pays. Il n'a pu être élu qu'en raison du fort sentiment fédéraliste qui régnait au Québec. Il n'a été élu que lorsqu'il a cessé de parler de séparation et qu'il a promis un référendum sur l'indépendance. Il a ensuite changé de formule et s'est mis à parler d'un référendum sur la souveraineté-association. René Lévesque espérait que les Québécois se laisseraient bernier, mais il semble que le chef de l'opposition, qui ne savait pas à quel point ces paroles étaient sérieuses, soit le seul à les avoir gobées.

**Des voix:** Bravo!

**Des voix:** Oh, oh!

**L'Orateur suppléant (M. Turner):** A l'ordre, s'il vous plaît. Le ministre des Transports (M. Lang) a la parole.

**M. Lang:** Comment peut-on être sûr que la séparation ne se produira pas?

**M. Gillies:** Parce que nous aurons bientôt un nouveau gouvernement.

**M. Lang:** Certains ne voient dans tout cela qu'une épreuve de force, mais nous ne sommes pas de ceux-là. Si le fédéralisme existe et est si bien ancré au Québec et dans les autres provinces, c'est à cause des efforts opiniâtres déployés par le gouvernement pour amener la majorité bien pensante des Canadiens à comprendre les besoins de la minorité, que ce soit par rapport à la culture ou, pour les provinces de l'Atlantique, par rapport au développement régional ou à toute autre chose. C'est ce lien qui va cimenter le fédéralisme et notre grand Canada.

Seuls la recherche d'une meilleure compréhension et l'effort pour faire respecter et satisfaire les droits et les besoins des minorités pourront empêcher le séparatisme de se développer. Cette compréhension, certains gouvernements du pays l'ont eue, notamment après que le Québec a eu lancé son défi; on a pu encore la trouver chez le premier ministre, M. Pearson, qui a pris l'initiative de rechercher les causes du problème et des remèdes. Quant à cette sensibilité aux besoins, on peut la voir dans les programmes mis en œuvre par le gouvernement, sous la direction du premier ministre.